

véritable afin que les organismes de la Couronne aient à justifier régulièrement leur existence devant un comité parlementaire. Nous confierions aux comités du Parlement les pouvoirs et les ressources voulus pour entamer leurs propres enquêtes afin de dissiper une fois pour toutes le mystère continuel dont s'entoure le gouvernement depuis dix ans.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Notre pays est en difficulté, mais nous devons reconnaître que la Chambre est également en difficulté. Les Canadiens sont sceptiques quand à la valeur du Parlement et malheureusement, certains de nos députés alimentent leur scepticisme.

Or, notre Parlement est la seule institution canadienne qui puisse atteindre et refléter la grande diversité canadienne. Pourtant, ces dernières années, on l'a muselée et on a limité ses pouvoirs. Le Parlement doit être renouvelé si nous voulons renouveler la nation. Il incombe au gouvernement de diriger la Chambre et le pays. Hier, il a montré une fois de plus qu'il était trop fatigué pour pouvoir diriger.

Mes collègues et moi-même croyons fermement dans l'avenir du Canada. Nous savons qu'il existe au Canada des possibilités qui n'existent nulle part ailleurs, la possibilité d'être libre, de construire et de réussir. Nous aiderons ce gouvernement à son déclin s'il peut nous proposer quelque chose d'utile. Mais, surtout après avoir été déçu encore une fois hier par le discours du trône, je ne peux cacher notre détermination à former un nouveau gouvernement, un gouvernement qui soit digne du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous sommes saisis d'une motion qui nous demande d'approuver un programme vide de sens. Notre parti ne saurait approuver un autre refus de gouverner de la part du gouvernement actuel. Je propose donc, appuyé par le député de Grenville-Carleton (M. Baker), que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

«mais la Chambre a le regret de faire savoir à Votre Excellence que le gouvernement est incapable de diriger effectivement le Canada.»

Des voix: Bravo!

[Français]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je voudrais tout d'abord m'associer aux félicitations adressées par le leader de l'opposition (M. Clark) aux motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. L'une comme l'autre se sont inspirées des plus pures traditions libérales, l'une s'appuyant sur la notion de liberté développée par John Stuart Mill, et l'autre exprimant une préoccupation qui a toujours été ressentie par ce gouvernement, savoir la préoccupation envers les gens dans notre société qui ont le plus besoin de protection, en particulier les personnes âgées. Il est bien évident que je m'associe également aux sentiments exprimés par le chef de l'opposition. A l'égard de Son Excellence le gouverneur général et de son épouse. Je crois que nous aurons d'autres occasions de louer les mérites de cet homme et de cette femme éminents, et qu'il faut le faire à une autre occasion.

L'Adresse—M. Trudeau

Je ne peux pas adresser tout à fait le même genre de félicitations au leader de l'opposition. J'ai en mémoire les thèses qu'on nous exprimait autrefois, au temps très lointain où j'étudiais la psychologie expérimentale et rationnelle, on nous disait que le cerveau a trois facultés: la première étant la mémoire, la deuxième l'imagination, la troisième l'intelligence. Pour ce qui est de la mémoire, je peux féliciter le chef de l'opposition. Il a fait quelques bévues, quelques erreurs de chiffres mais, dans l'ensemble, il a bien récité son texte, il l'a bien fait et sa mémoire ne l'a pas trompé trop souvent. Pour l'imagination, vraiment là il a remporté le premier prix. Pour l'imagination, dans la kyrielle d'accusations et de démonstrations qu'il a faites. Vraiment on a constaté une imagination furibonde aux prises avec la fantaisie la plus inimaginable décrivant une situation qui n'a aucun rapport avec la réalité. Mais, pour l'intelligence, je dois dire qu'elle est restée pour son compte. Il n'y a pas grand-chose pour l'intelligence dans ce texte. Je ne sais pas si les rédacteurs de son texte ont voulu par là exprimer leur mépris pour le Parlement ou pour le peuple canadien, ou peut-être seulement pour le chef de l'opposition. Mais, que ce soit l'un ou l'autre, il est certain que si l'on relève d'innombrables séries d'erreurs mises de l'avant par le leader de l'opposition, on doit conclure, monsieur le président, que l'imagination l'emporte à tout coup sur l'intelligence.

Qu'on me laisse donner quelques exemples avant d'aborder le corps de mon texte. Mon Dieu, par où commencer? Il a parlé de Sky Shops. On se souvient effectivement que pendant plusieurs mois dans ce Parlement les députés de l'opposition ont voulu traîner dans la boue un sénateur qui avait été mis en accusation devant les tribunaux. Il se trouve que cela «typifie» les «scandales» que l'opposition est sans cesse en train de porter à l'attention du Parlement. Il se trouve effectivement que la Chambre le sait, les tribunaux ont jugé que les accusations contre le sénateur Giguère étaient mal fondées et il a été jugé non coupable. La seule utilité de rappeler ce malheureux incident, je pense, c'est de jeter un peu de honte sur le front de l'opposition qui a constamment usé d'insinuations et de médi-sances quand ce n'étaient pas de calomnies pour salir le bon nom de certaines personnes, oubliant par la suite qu'elles avaient été trouvées non coupables, et oubliant ensuite leurs accusations, les reportant au contraire devant la Chambre comme ils l'ont fait aujourd'hui.

● (1602)

[Traduction]

Nous avons beaucoup entendu parler d'une foule d'autres questions. Nous avons entendu dire, par exemple, que le gouvernement est très centralisateur. Le chef de l'opposition (M. Clark) n'a cité aucun chiffre. Toutefois, je suis persuadé que la plupart des députés pourraient citer de mémoire certains chiffres très précis. Depuis dix ans au Canada, les dépenses globales du gouvernement sont passées de 32 à 40 p. 100 du produit national brut. L'expansion des gouvernements à tous les niveaux s'est accrue d'environ huit points durant cette période. Quatre de ces huit points sont imputables aux dépenses provinciales, deux et demi à celles du gouvernement fédéral, et un et demi à celles des municipalités. C'est ce que le chef de l'opposition appelle une période centralisatrice de notre histoire. Il devrait au moins tenir compte des faits.